

EDU NEWS

Le trimestriel de l'éducation

Mars
2008

07

ENSEIGNEMENT DES LANGUES LE POINT SUR LE PLAN D'ACTION

Avec le Plan d'action pour le réajustement de l'enseignement des langues, le ministère entend moderniser et adapter aux besoins d'aujourd'hui le système luxembourgeois d'enseignement et d'apprentissage des langues. Pilier essentiel de ce projet ambitieux : le consensus de tous les acteurs scolaires sur la double nécessité de promouvoir un plurilinguisme de haut niveau et d'améliorer durablement les compétences langagières de nos élèves.

Le Plan d'action pour le réajustement de l'enseignement des langues a été publié en mars 2007 et définit un ensemble de priorités pour rendre notre enseignement des langues plus efficace. Il s'agit notamment de la mise en œuvre d'une approche par compétences, d'un ensemble de mesures qui permettront à l'école luxembourgeoise de mieux gérer l'hétérogénéité, ainsi que des actions de formation et de recherche nécessaires. Les mesures déclinées dans le plan d'action convergent pour répondre aux défis identifiés par les experts du Conseil de l'Europe lors de leur analyse de notre système d'enseignement et d'apprentissage des langues réalisée en 2006. Définition claire des objectifs de maîtrise des langues, mise en œuvre d'une évaluation plus positive, création de synergies entre les branches linguistiques et non linguistiques, meilleure valorisation des profils linguistiques individuels des élèves, telles ont été les principales pistes d'action que les experts ont recommandées dans le Profil de la politique linguistique éducative (voir Edunews 4).

La gestion d'un projet d'envergure

La mise en œuvre du plan d'action est un projet de taille qui associe étroitement les acteurs scolaires, en premier lieu les enseignants. Une centaine d'enseignants sont activement engagés dans les travaux et apportent leur expertise dans le cadre de groupes de travail. Les Commissions nationales des programmes ont été étroitement associées au projet : depuis septembre 2007, les présidents se concertent régulièrement avec les responsables du ministère sur le suivi des travaux. Un groupe d'accompagnement scientifique a été mis en place en automne 2007.

Soucieux d'optimiser la démarche de mise en œuvre et de faciliter le processus de prise de décision, le ministère a entrepris, avec l'aide d'un consultant externe, au cours du premier trimestre de l'année scolaire 2007-2008, de traduire le plan d'action dans une démarche de projet rigoureuse et transparente. L'objectif a été de mettre en place une gestion de projet efficace, de définir le rôle et les responsabilités de chacun des acteurs impliqués dans la mise en œuvre, d'élaborer une planification détaillée pour la réalisation des actions et de concevoir les outils nécessaires au suivi. Parallèlement, le ministère a défini les priorités pour la rentrée scolaire 2008-2009 et entamé les travaux de préparation y relatifs.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle

La **structure de gestion du projet** associe les acteurs suivants :

Organe de décision, le *comité de pilotage* définit les orientations et priorités du projet et valide les propositions des groupes de travail. Il se compose de la ministre, du chef de projet et des responsables des 6 groupes de travail mis en place.

Le *groupe d'accompagnement scientifique* est un organe de consultation de la ministre dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action. Il est convoqué à des intervalles réguliers et comprend les experts nationaux et internationaux suivants : Francis Goullier de l'Inspection générale de l'Éducation nationale de France ; Charles Berg de l'Université du Luxembourg (FLSHASE-INSIDE) ; Sabine Erhardt de l'Université du Luxembourg (FLSHASE-LCMI) ; Dieter Ferring de l'Université du Luxembourg (FLSHASE-INSIDE) ; Peter Kühn de l'Universität Trier ; Romain Martin de l'Université du Luxembourg (FLSHASE-EMACS) et Renate Valtin de la Humboldt Universität Berlin.

Le *chef de projet* assure la coordination de la mise en œuvre du plan d'action, coordonne les travaux entre les différents groupes de travail et veille au respect des échéances retenues.

Dans le but de coordonner l'interaction des mesures proposées dans le plan d'action et d'assurer une planification détaillée et cohérente des mesures liées entre elles, les actions du plan d'action ont été regroupées en 6 sous-domaines transversaux. Les sous-domaines sont pris en charge par 6 *groupes de travail* qui comprennent, outre les collaborateurs du ministère, des inspecteurs de l'enseignement primaire et des enseignants. De par leur composition, les groupes de travail veillent à la cohérence et à la continuité des travaux à travers tous les ordres d'enseignement.

- Le groupe de travail *compétences* a pour mission de décliner l'approche par compétences dans les différents ordres d'enseignement (définition des socles de compétences, proposition de pistes pédagogiques dans le cadre de la formation continue, suggestions de matériels didactiques, etc.). Le contact direct avec les enseignants est assuré par le biais de sous-groupes qui opèrent au niveau de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement post-primaire.

- Le groupe de travail *évaluation des élèves* se charge d'élaborer un concept d'évaluation des apprentissages qui allie évaluation sommative et évaluation formative. Il conçoit et met en place des instruments d'évaluation qui permettront de documenter les progrès des élèves et des outils de certification correspondant à chaque niveau de compétence défini dans les socles.

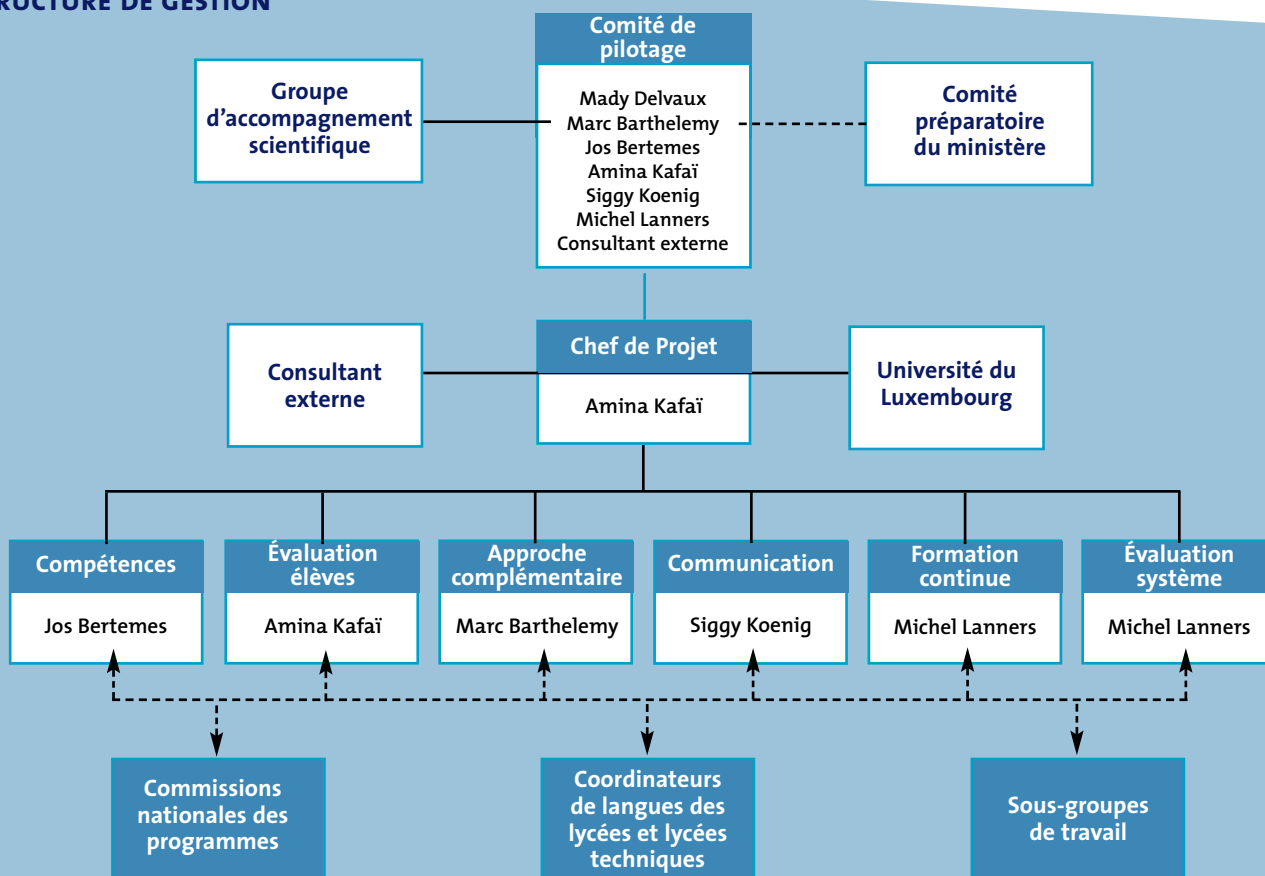
- Les travaux du groupe de travail *approche complémentaire* portent sur la diversification de l'offre scolaire. L'objectif est de mettre en place des solutions en fonction des capacités et des besoins des élèves et de valoriser davantage la diversité linguistique.

- Le groupe de travail *communication* coordonne les actions de communication relatives au plan d'action et assure l'information des différents publics cibles concernés et intéressés par le projet.

- La mission du groupe de travail *évaluation du système éducatif* est d'assurer la production de données cohérentes sur les résultats du système scolaire, notamment en relation avec l'apprentissage des langues, pour permettre un meilleur pilotage du système éducatif.

- Le groupe de travail *formation continue* garantit une offre de formation continue qui soutient les enseignants dans l'appropriation de la démarche de changement.

STRUCTURE DE GESTION



LES TRAVAUX AVANCENT

Éducation préscolaire et enseignement primaire

En décembre 2006, une première version de socles de compétences avait été soumise pour avis à tous les instituteurs et institutrices de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire. Ces propositions ont été discutées et analysées dans toutes les écoles du pays. Sur la base des avis et observations formulés, le ministère a revu les socles ; une version révisée du document a été finalisée en février 2008. Elle sera diffusée aux instituteurs et institutrices et aux partenaires concernés au 3^e trimestre de l'année scolaire en cours.

À partir de la rentrée 2008-2009, les écoles qui seront prêtes à s'investir dans l'approche par compétences travailleront sur la base de ces socles. Elles seront accompagnées dans la mise en place des mesures pédagogiques qui sont inhérentes à cette approche.

Enseignement secondaire et secondaire technique

En septembre 2007, des propositions de socles pour l'allemand et le français, c.-à-d. les compétences que les élèves devront avoir acquises dans ces deux langues à la fin de la classe respectivement de 6^e et de 8^e, ont été transmises à tous les enseignants de l'enseignement post-primaire. Ces socles s'inscrivent dans la continuité de ceux proposés pour l'enseignement primaire. Pour ce qui est de l'anglais, un groupe de travail est engagé dans les mêmes démarches ; l'objectif est de proposer des socles de compétences pour la rentrée 2009-2010.

Depuis septembre 2007, dans 13 lycées et lycées techniques, les cours de français et d'allemand en classe de 7^e fonctionnent sur la base des socles proposés : il s'agit des Lycée classique Echternach, Lycée Aline Mayrisch, Lycée du Nord, Lycée technique de Bonnevoie, Lycée technique Josy Barthel à Mamer, Lycée technique des Arts et Métiers, Lycée technique à Ettelbrück, Lycée technique agricole, Nordstadlycée, Lycée technique Joseph Bech, Lycée technique d'Esch-sur-Alzette, Lycée technique Lallange, Lycée technique Nic Biever. Ce sont également ces 13 lycées qui utilisent le complément au bulletin : chaque trimestre, les élèves reçoivent, en sus du bulletin traditionnel, un document complémentaire d'évaluation qui permet une appréciation plus nuancée des connaissances et compétences dans chacune des 4 activités langagières (voir Edunews 5).

Actuellement, les Commissions nationales des programmes s'emploient à réviser les programmes de français et d'allemand de la classe de 7^e pour les adapter aux socles proposés. L'échange continu entre les lycées et le ministère est assuré par l'intermédiaire des coordinateurs de langues, qui suivent également des formations continues pour décliner les descripteurs des socles en unités didactiques. En janvier 2008, une réunion de concertation entre les coordinateurs et le ministère a permis de faire le point sur l'utilisation du complément au bulletin à la lumière des expériences des lycées.



Pour l'année scolaire 2008-2009, un programme adapté et des suggestions de matériels didactiques qui appuieront l'enseignant dans son approche par compétences seront disponibles pour toutes les classes de 7^e de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Le complément au bulletin sera généralisé pour toutes les classes de 7^e. Les 13 lycées pilotes étendront l'utilisation du complément aux classes de 6^e / 8^e.

Un document d'orientation pour l'enseignement et l'apprentissage des langues à l'école luxembourgeoise

Jusqu'à présent, le ministère s'est attaché à définir les socles de compétences que chaque élève doit obligatoirement maîtriser pour progresser d'une étape de son parcours scolaire à la suivante (Mindeststandards). Une 2^e étape importante sur la voie de la mise en œuvre de l'approche par compétences est actuellement en préparation : elle consiste à déterminer l'ensemble des compétences (Bildungsstandards) en langues, y compris dans leur dimension culturelle et sociale, que l'école luxembourgeoise se donne pour mission de faire acquérir à ses élèves. Un document d'orientation y relatif sera présenté au cours du 3^e trimestre.



PERMETTRE À CHAQUE ÉLÈVE DE RÉALISER SON PLEIN POTENTIEL

L'hétérogénéité dans nos écoles n'est certes pas un phénomène nouveau, mais elle se présente aujourd'hui dans des dimensions de plus en plus importantes. Depuis 2004, l'Éducation nationale s'attache à mettre en place de nouvelles offres scolaires publiques qui innovent en matière d'organisation et de méthodes pédagogiques pour mieux répondre aux besoins individuels de chaque élève. De par son caractère innovateur, EIS SCHOUL est une contribution-clé à cette démarche de diversification.

Solliciter de manière individuelle chaque enfant selon ses besoins, ses capacités et ses intérêts – tel est le leitmotiv de la nouvelle école préscolaire et primaire EIS SCHOUL qui ouvrira ses portes pour la rentrée scolaire 2008-2009 à Luxembourg-Kirchberg. Le projet de loi afférent a été engagé dans la procédure législative en août 2007, parallèlement avec les trois projets de loi sur l'obligation scolaire, l'organisation et le personnel de l'enseignement fondamental.

Un concept pédagogique qui rencontre un vif succès auprès des parents ...

Brochures, site Internet, réunions d'information à l'intention des parents – la campagne d'information sur l'offre scolaire et le concept pédagogique de EIS SCHOUL entamée en janvier 2008 n'a pas manqué son but. De très nombreuses familles se sont montrées intéressées par le projet ; mi-mars, le nombre de pré-inscriptions s'est élevé à 600 enfants et a dépassé de loin les places disponibles.

C'est une commission mixte, composée de représentants de l'école, du ministère de l'Éducation nationale et de la Ville de Luxembourg, qui décidera de l'admission des quelque 90 élèves que l'école accueillera pour sa première année de fonctionnement. Une priorité sera accordée aux élèves habitant Luxembourg-Ville. L'école veillera à accueillir une communauté hétérogène d'élèves qui soit représentative de la population scolaire du pays.

... et auprès des enseignants

Le concept de EIS SCHOUL a été présenté au Collège des inspecteurs, à la Commission scolaire de la Ville de Luxembourg, au personnel des écoles de la Ville de Luxembourg et au personnel de diverses écoles préscolaires et primaires dans le cadre de journées pédagogiques.

Une centaine de personnes du domaine scolaire et socio-éducatif ont manifesté leur intérêt à s'engager au sein de l'équipe multi-professionnelle de EIS SCHOUL. Un plan de formation a été élaboré à leur intention.

Les visées du groupe de travail EIS SCHOUL ne se limitent cependant pas à la mise en place de la nouvelle école. Parmi les priorités du projet figure également la création, au niveau national, d'une plate-forme d'échange qui permettra à tous les acteurs du domaine scolaire et socio-éducatif d'échanger expériences et bonnes pratiques. Ainsi les concepts et méthodes développés à l'école et validés scientifiquement à travers la recherche pourront être démultipliés. À l'heure actuelle, plus de 150 personnes se sont déclarées intéressées à collaborer au sein d'une telle plate-forme d'échange.



LE CONCEPT PÉDAGOGIQUE DE EIS SCHOUL

- EIS SCHOUL sera organisée en journée continue.
- L'éducation et l'enseignement se feront en 3 groupes multi-âges (3 à 5 ans, 6 à 8 ans et 9 à 11 ans).
 - 10 % de la population scolaire de EIS SCHOUL seront des enfants à besoins éducatifs spéciaux (à handicaps).
 - L'encadrement psychopédagogique des élèves sera assuré par une équipe multi-professionnelle composée d'institutrices et d'instituteurs, d'éducatrices (graduées) et d'éducateurs (gradués), d'un psychologue et d'un pédagogue curatif.
 - L'enseignement reposera sur les objectifs d'apprentissage définis dans les plans-cadre de l'éducation précoce et de l'enseignement préscolaire ainsi que dans le plan d'études de l'enseignement primaire.
 - Les bulletins et les devoirs en classe traditionnels seront remplacés par un dossier d'apprentissage (portfolio), outil d'apprentissage et d'évaluation dans lequel l'enfant réunit ses productions importantes et qui documente son processus d'apprentissage individuel.
- Les élèves de la 6e année d'études réaliseront un travail de fin d'études primaires préparé en cours d'année, englobant des disciplines qui figurent au plan d'études de l'enseignement primaire. Il s'agit d'un exposé interactif de plus d'une heure sur un thème de leur choix par lequel chaque enfant montre les compétences qu'il a acquises au cours de sa scolarité primaire.
- EIS SCHOUL accordera une très grande importance à l'implication des parents. L'assemblée du personnel, le conseil d'école, le parlement d'élèves, le comité des parents sont les organes de participation qui invitent chaque partenaire à participer activement à l'organisation et à la gestion de l'école.
- EIS SCHOUL préparera à l'enseignement post-primaire de tous les lycées et lycées techniques au Luxembourg. À l'âge de 12 ans, les élèves sont orientés vers l'ordre d'enseignement qui correspond le mieux à leurs aspirations et à leurs capacités. Pour chaque élève, l'équipe multi-professionnelle établit, après concertation avec les parents, une proposition d'orientation qui prend en considération le portfolio et le travail de fin d'études primaires.

Les deux piliers de EIS SCHOUL

La recherche EIS SCHOUL sera une école primaire de recherche. La recherche fera partie intégrante de la tâche des membres de l'équipe multi-professionnelle. L'objectif sera d'analyser dans quelle mesure les nouvelles formes d'enseignement et d'évaluation mises en œuvre dans EIS SCHOUL mèneront à de meilleurs résultats dans les apprentissages. Un volet important de la recherche portera sur l'utilisation et l'apprentissage des langues à l'école.

Un premier projet de recherche, intitulé *Le portfolio, outil d'innovation des pratiques d'apprentissage et d'évaluation à l'école obligatoire* a d'ores et déjà été mis en place dans le cadre de la coopération scientifique avec l'Université du Luxembourg.

La pédagogie inclusive Chaque enfant est unique et a des capacités et intérêts qui lui sont propres. Il appartient à l'école de l'aider à les développer au mieux et à surmonter ses difficultés. EIS SCHOUL considère cette hétérogénéité comme une richesse : l'école mise sur la différenciation de l'enseignement et la coopération entre élèves et professionnels pour mieux respecter les apprentissages de tous les enfants, quels que soient leurs différences et leurs besoins. La mise en œuvre des principes de la pédagogie inclusive se traduit également par la volonté de EIS SCHOUL d'accueillir parmi ses élèves 10 % d'enfants à besoins éducatifs spéciaux (à handicaps).



LE GROUPE DE TRAVAIL EIS SCHOUL

Chargé de l'élaboration du concept pédagogique et organisationnel de la nouvelle école primaire, le groupe de travail EIS SCHOUL a été mis en place en septembre 2006. Il est composé d'instituteurs et d'institutrices de l'enseignement primaire (Sylvie Elcheroth, Melanie Noesen, Marc Hilger) et d'enseignants-chercheurs de l'Université du Luxembourg (Michelle Brendel, Denis Scuto) et travaille en étroite collaboration avec les responsables de la Ville de Luxembourg.

Pour plus d'informations : www.eisschoul.lu et www.men.lu

Répartition des enfants de EIS SCHOUL en 3 groupes multi-âges

Âge	Nombre d'enfants	Groupe d'apprentissage
3	12	Groupe numéro 1
4	12	
5	12	
6	12	Groupe numéro 2
7	12	
8	12	
9	12	Groupe numéro 3
10	12	
11	12	

MODERNISER ET DYNAMISER LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Coup d'œil sur le projet de loi amendé

- Les formations professionnelles sont organisées par métier ou profession.
- Des équipes curriculaires ad hoc développent les programmes cadres des nouvelles formations et procèdent à des réformes en profondeur des programmes de formation existants.
- Dès la classe de 10^e les élèves sont préparés à un métier ou à une profession déterminée.
- La formation professionnelle de base sera sanctionnée par un certificat de capacité professionnelle (CCP), qui remplacera le certificat de capacité manuelle (CCM).
- La formation du régime professionnel menant au diplôme d'aptitude professionnelle (DAP, anciennement CATP) est maintenue, tout comme le régime de la formation de technicien qui mène au diplôme de technicien.
- Dans le cadre de la formation du technicien, des modules préparatoires à l'enseignement technique supérieur seront offerts dans le cadre des modules facultatifs. La réussite de ces modules sera attestée par un complément au diplôme.

Améliorer la qualité de la formation professionnelle en vue d'une meilleure insertion sur le marché du travail, diminuer le taux d'échec et favoriser l'accès à la formation tout au long de la vie - tels sont les trois objectifs prioritaires du projet de réforme de la formation professionnelle. Projet qui, depuis son introduction dans la procédure législative en octobre 2006, a fait couler beaucoup d'encre.

La nécessité d'une révision en profondeur de notre système de formation professionnelle, régi par une loi datant de plus de 6 décennies, est largement reconnue par tous les acteurs. Le projet de réforme marque une avancée sur la voie de la modernisation et de la dynamisation du système. En effet, le système de la formation professionnelle doit se doter d'une plus grande flexibilité pour permettre à tout jeune d'acquérir une solide formation initiale et de la compléter tout au long de sa vie professionnelle. L'enseignement fondé sur les compétences et l'organisation par modules capitalisables, qui sont au cœur du projet de réforme, sont des contributions-clés à cette flexibilité.

Dans leurs avis quant au texte du projet initial, les chambres professionnelles et les autres partenaires de l'Éducation nationale ont exprimé nombre de réflexions dont le gouvernement a voulu tenir compte. C'est pourquoi des amendements au projet ont été proposés en octobre 2007. Les concepts fondamentaux du projet n'ont cependant pas été mis en question.

En décembre 2007, le Conseil d'État a rendu son avis sur le projet de loi amendé. Favorable au projet dans les grandes lignes, le Conseil d'État relève deux aspects qui lui tiennent particulièrement à cœur. D'une part, considérant l'orientation des jeunes comme pierre angulaire de l'école luxembourgeoise, il souligne l'insuffisance du système actuel et plaide pour une réforme globale devant aboutir à une orientation cohérente et efficace.



D'autre part, le Conseil d'État souhaite voir inclus dans la formation professionnelle le futur diplôme d'aptitude professionnelle, le diplôme de technicien, le diplôme de fin d'études de l'enseignement secondaire technique, le brevet de technicien supérieur et le certificat de capacité professionnelle.

Fin février 2008, la Commission parlementaire de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a finalisé son rapport sur l'avis du Conseil d'État.

La mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle

La mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle est un travail d'envergure, dont les travaux préparatoires ont déjà commencé en 2004. Ces travaux portent sur deux volets : le travail législatif et réglementaire d'une part, le travail pédagogique, didactique et curriculaire nécessaire en vue de la mise en œuvre concrète de la réforme sur le terrain d'autre part.

À l'heure actuelle, quelque 60 équipes curriculaires travaillent à l'élaboration des programmes-cadres, à savoir le profil professionnel, le profil de formation et le programme directeur pour les différents métiers et professions. Une attention particulière est portée à la synchronisation de la formation scolaire et de la formation en entreprise.

Proposition de calendrier pour la mise en œuvre de la réforme

CCP	DAP	DT		
✓	✓	✓	Profil professionnel	JUIN 2008
✓	✓	✓	Profil de formation et programme directeur	JUIN 2009
✓	✓	✓	Programmes d'études et référentiel d'évaluation des classes de 10e	JUIN 2010
✓	✓	✓	Rentrée des classes de 10e	SEPTEMBRE 2010
✓	✓	✓	Programmes d'études et référentiel d'évaluation des classes de 11e	JUIN 2011
✓	✓	✓	Rentrée des classes de 11e	SEPTEMBRE 2011
✓	✓	✓	Programmes d'études et référentiel d'évaluation des classes de 12e	JUIN 2012
✓	✓	✓	Rentrée des classes de 12e	SEPTEMBRE 2012
	✓		Programmes d'études et référentiel d'évaluation des classes de 13e	JUIN 2013
	✓		Rentrée des classes de 13e	SEPTEMBRE 2013

LE LYCÉE TECHNIQUE DU CENTRE OFFICIELLEMENT AUTORISÉ À DISPENSER LE PROGRAMME DU DIPLÔME DU BACCALAURÉAT INTERNATIONAL EN LANGUE FRANÇAISE

En février 2008, le lycée technique du Centre a reçu, de la part de l'Organisation du Baccalauréat International à Genève l'autorisation officielle de dispenser le Programme du Diplôme du Baccalauréat International en langue française.

Cet agrément a été accordé après que le Gouvernement eut autorisé le Lycée technique du Centre à créer des classes internationales préparant au Bac international et que pendant deux années les enseignants du Lycée technique du Centre intéressés par ce nouveau programme s'y soient intensément préparés.

Grâce à son engagement et sa compétence, le lycée technique du Centre a pu montrer à la commission d'audit mandatée par le bureau de l'Organisation du Baccalauréat international à Genève qu'il est prêt à offrir ce nouveau programme.

Le Bac international et les classes internationales qui y préparent s'adressent à des élèves arrivés au pays depuis peu de temps et qui auraient pu faire un baccalauréat classique dans leur pays. Ces élèves auront dorénavant la possibilité de faire au Luxembourg, à l'école publique, un bac classique en langue française et langue anglaise comme seconde langue, qui est internationalement reconnu.

L'Athénée offrira aussi ces classes internationales, mais en langue anglaise, la langue française étant enseignée comme seconde langue.

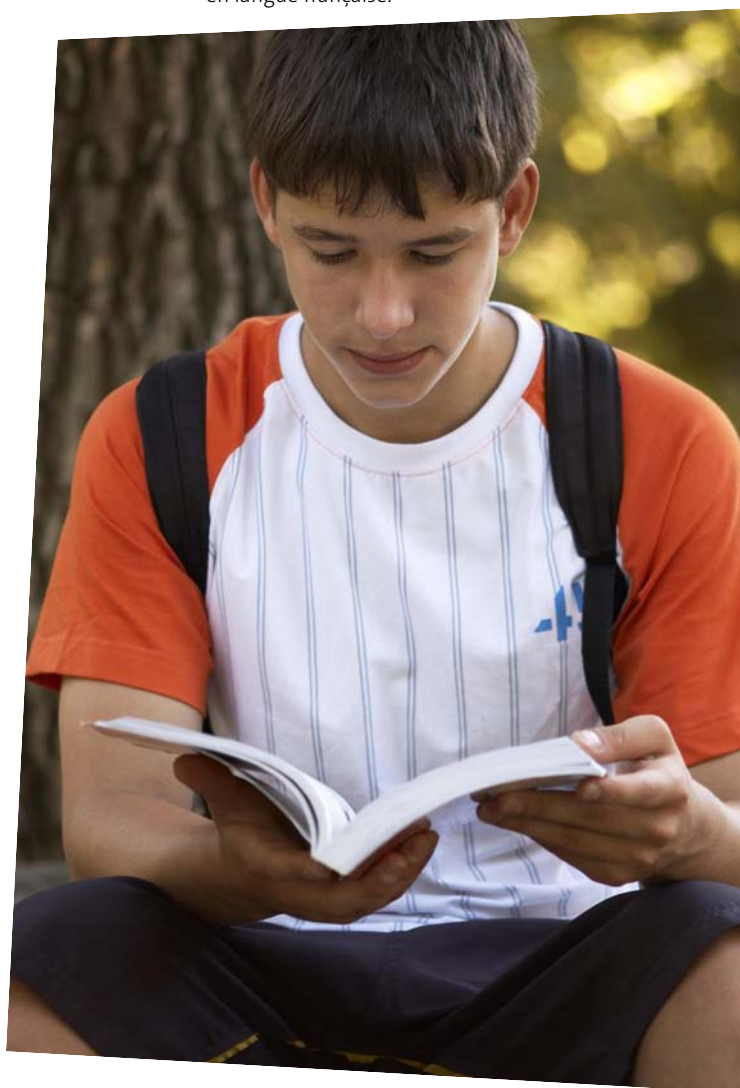
INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

Le Atert Lycée à Rédange, conçu pour 1.200 élèves, ouvrira ses portes à la rentrée scolaire 2008-2009.

Le nouveau bâtiment du Lycée technique Mathias Adam à Pétange sera également mis en service en septembre 2008. Il accueillera 1.800 élèves.

Le premier coup de pelle du Lycée Belval Ouest, planifié pour 1.500 élèves, a été donné le 30 janvier 2008 ; la mise en service est prévue pour septembre 2011.

Sur le site de l'Institut national des sports (INS) sont actuellement aménagées des infrastructures provisoires pour les besoins des classes « Sports Études », qui fonctionnent en tant qu'annexe du Lycée Aline Mayrisch.



NOUVELLES NOMINATIONS EN 2007-2008

Lycées et lycées techniques

Directeur adjoint de l'Athénée de Luxembourg avec effet à partir du 25 juillet 2007 : Monsieur Claude HEISER

Directeur adjoint du Lycée technique de Bonnevoie avec effet à partir du 1er septembre 2007 : Monsieur Georges BECK

Directeur du Centre de Logopédie avec effet à partir du 1er septembre 2007 : Monsieur Georges HERMES

Directeur du Uelzecht-Lycée avec effet à partir du 1er septembre 2007 : Monsieur Serge WINANDY

Directeur adjoint de l'Atert-Lycée avec effet à partir du 15 septembre 2007 : Monsieur Aly TRAUSCH

Chargé de direction du régime préparatoire au Uelzecht-Lycée avec effet à partir du 1er octobre 2007 : Monsieur Gaston GREIVELDINGER

Directeur du Nordstad-Lycée avec effet à partir du 1er octobre 2007 : Monsieur François SCHARTZ

Directeur du Lycée technique d'Ettelbruck avec effet à partir du 1er novembre 2007 : Monsieur Lucien KLEIN

Chargé de direction du régime préparatoire au Nordstad-Lycée avec effet à partir du 1er novembre 2007 : Monsieur Nico MICHELS

Directeur adjoint du Neie Lycée avec effet à partir du 1er novembre 2007 : Monsieur Guy WAGNER

Directrice adjointe du Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl avec effet à partir du 1er novembre 2007 : Madame Marion ZENNER

Directrice adjointe du Lycée technique d'Ettelbruck avec effet à partir du 1er décembre 2007 : Madame Danièle MENSTER

Chargée de direction du régime préparatoire au Lycée technique du Centre avec effet à partir du 1er décembre 2007 : Madame Jeanne WELTER

Directeur adjoint du Lycée technique du Centre avec effet à partir du 1er janvier 2008 : Monsieur Marco JOMINET

Ministère

Madame Flore SCHANK a été nommée institutrice-attachée au service de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire du ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle avec effet à partir du 1er décembre 2007.

Centre de psychologie et d'orientation scolaires

Madame Antoinette THILL-ROLLINGER a été nommée directrice faisant fonction du CPOS avec effet au 1er octobre 2007.

